

Commission: Euro-Mediterranean-Middle East summit

Problématique: Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne/Moyen-Orient profitable?

Auteur: Royaume de Jordanie

Étant indépendant depuis le 25 mai 1946 depuis la fin de la 2^{de} Guerre Mondiale, admis à l'ONU et membre de la Ligue Arabe depuis 1955, le royaume de Jordanie, en forme longue le royaume hachémite de Jordanie est une monarchie constitutionnelle-parlementaire dirigée par le roi Abdallah II, sur le trône depuis le 7 février 1999, date à laquelle il succède à son père, Hussein. Bien que la Jordanie soit une monarchie constitutionnelle, le souverain jordanien détient une grande partie des pouvoirs exécutifs et législatifs. Le royaume de Jordanie est situé au Moyen-Orient, bordé par Israël à l'ouest, l'Irak à l'est, la Syrie au nord et l'Arabie Saoudite au sud. Il comprend principalement des déserts, tel que celui de Wadi Rum, ainsi que des plateaux et des vallées fertiles telles que la vallée du Jourdain. La mer Morte, connue pour sa forte salinité, se trouve à l'Ouest du pays. Amman la capitale, située au nord-ouest du territoire, constitue le centre politique et économique du pays. La population est estimée à 11,5 millions d'habitants (en 2021). La Jordanie se trouve au cœur des échanges transméditerranéens; elle est victime de certains manques. Comment relancer une coopération profitable au sein de la région méditerranéenne?

Plusieurs enjeux sont abordés par le sujet: le commerce transméditerranéen, les migrations ayant lieu entre les différents pays méditerranéens, le développement qui est plus ou moins fortement remis en question dans cette région, la question de la sécurité commune, par rapport à la lutte contre le terrorisme et les conflits très fréquents, et enfin la place de l'environnement dans ces relations. La Jordanie occupe une place significative dans l'économie du Moyen-Orient car elle sert de transit pour le pétrole d'Irak l'oléoduc de Mossoul à Haïfa jusqu'en 1948, puis d'Arabie Saoudite par l'oléoduc trans-arabe jusqu'en 1983. Actuellement, en Jordanie, se trouvent plus de 1,9 millions de réfugiés palestiniens et plus de 2 millions de réfugiés syriens. Nous faisons d'un autre côté face à un manque conséquent d'eau, en effet notre accès à l'eau est fortement restreint, avec 97 mètres cubes d'eau par habitant. Cet état est considéré comme une "rareté absolue de l'eau". Ce problème s'est fortement aggravé en grande partie du fait du fort afflux de migrants arrivants en Jordanie dans les dernières dizaines d'années. Concernant le conflit israélo-palestinien, notre royaume a un point de vue pacifiste sur le sujet. En effet, la politique étrangère de notre pays se base sur le respect des lois internationales pour une solution pacifique à cette guerre. Dans le conflit actuel, ces termes de référence ont volé en éclats, et cela nourrit notre inquiétude.

La Jordanie est prête à entreprendre des actions, dans le but de rendre la coopération transméditerranéenne de plus en plus profitable. Mais cela devrait nous être également en notre faveur. En effet, un des plus gros problèmes auxquels nous faisons face est la rareté absolue d'eau, due aux forts afflux de migrants qui arrivent sur notre territoire. Nous sommes bien sûr favorables à accueillir ces personnes, mais il faudrait en outre développer des solutions pour nous approvisionner en eau, qui est vitale pour chacun de nos habitants. D'un point de vue commercial, nous sommes très ouverts à des mises en place d'échanges avec d'autres pays. Nous accepterons tout traité de libre échange, comme nous l'avons fait en 2000 avec le traité de libre échange signé avec les États-Unis d'Amérique.

Notre pays a déjà entrepris quelques solutions concernant les enjeux étudiés. Par exemple, nous avons signé un traité de paix avec Israël en 1994. Cet accord avait pour ambitions de régler des questions comme le tracé des frontières, la gestion des lieux saints à Jérusalem, les réfugiés palestiniens, et la lutte contre le terrorisme. De plus, le traité de libre échange signé avec les États-Unis en 2000 nous permet de développer notre commerce en vue d'accroître notre développement. Enfin, nous avons signé un traité supplémentaire avec Israël. Commercial cette fois-ci, il visait à améliorer la santé de notre population, avec l'aide d'Israël pour construire un nouvel hôpital à Amman.

En somme, nous sommes prêt a faire le possible pour établir une coopération transméditerranéenne profitable, en effectuant des accords avec d'autres nations, à condition qu'ils ne perturbent pas notre stabilité, notamment concernant notre approvisionnement en eau.